



Déclaration liminaire de la FSU au Comité de Suivi des Examens du mercredi 03 avril 2024

Ce Comité de Suivi des Examens se déroule au lendemain d'une mobilisation des personnels du second degré pour rejeter l'école du tri qu'est en train d'instaurer le gouvernement via le Ministère de l'Education Nationale _ quand le premier ministre Gabriel ATTAL lui en laisse la latitude _ par l'imposition du "Choc des Savoirs" et des groupes de niveaux au collège. Ce processus se déroule au mépris des alertes des organisations syndicales, et des chercheurs qui ont étudié cette organisation pédagogique depuis 30 ans et la condamnent comme inefficace et même pénalisante pour les élèves les plus fragiles qui ne bénéficient plus de l'émulation de leurs camarades de meilleur niveau.

Le projet de réforme du DNB est à la jonction du collège du tri des élèves, et du lycée de la réforme Blanquer.

Au lieu de prendre en compte en tant que telles et valoriser chacune des disciplines au DNB, afin de faire de cet examen une étape vers le lycée, il est prévu d'augmenter encore la hiérarchisation des enseignements et de faire des "fondamentaux" l'outil bloquant de sélection des élèves. Il a aussi été annoncée la "fin des correctifs académiques" et la baisse des taux de réussite, comme gage de transparence : des propos qui sonnent comme un renoncement froid à la réussite de tous les élèves dans une académie où les collègues travaillent au quotidien, en dépit de conditions toujours plus dégradées, afin que les plus fragiles décrochent leur premier diplôme. Des propos qui ignorent aussi la façon dont leur expertise est souvent mise en cause par le bilan de fin de cycle et le contenu de l'actuel oral, sur fond de pilotage par les résultats.

Cette ségrégation est dans la droite ligne de ce qui s'opère depuis la réforme Blanquer au lycée. En abolissant les séries, le système éducatif a délégué aux élèves de voie générale la responsabilité de se constituer un parcours "cohérent" _ et tant pis s'ils ne sont pas assez prévoyants pour choisir les bonnes spécialités pour leur avenir étudiant. De même, en imposant des quotas en BTS, le MEN a privilégié les élèves issus de voie professionnelle au détriment des élèves de voie technologique envoyés en priorité par Parcoursup dans des formations d'IUT pour lesquelles ils ne sont pas tous armés.

En installant dans la durée la sélection vers le supérieur via Parcoursup, le gouvernement avait déjà instauré un système de tri en faveur des mieux informés, des plus "dégourdis", des plus favorisés qui peuvent se payer des coaches en orientation, ou des écoles du supérieur privées s'affichant "hors Parcoursup". Voilà que le gouvernement s'attaque maintenant aux plus jeunes via le "Choc des Savoirs" et les groupes de "besoins", en séparant les élèves faibles souvent malheureusement issus de classes sociales défavorisées des élèves de meilleur niveau, accentuant ainsi un entre-soi scolaire et social, et éclatant encore davantage les groupes-classes.

Les épreuves d'examens dont nous discuterons aujourd'hui contribuent à ce tri de par leur part de plus en plus ténue face aux contrôles continus et en cours de formation réalisés en interne, au local, par les enseignants des classes évaluées.

Le SNES-FSU persiste à condamner la réforme Blanquer du lycée et du baccalauréat et s'oppose fermement Choc des Savoirs et à la mise en place d'un "DNB barrage".

En ce qui concerne l'organisation des examens dont nous discutons aujourd'hui, nous tenons à remercier les services pour le diaporama détaillé et précis que nous avons pu sereinement étudier en amont de ce comité. Nous poserons les questions qui nous restent suite aux déclarations.